

LE JOUR, 1951
21AOUT 1951

ECONOMIE ET POLITIQUE : POSITION FONDAMENTALE

Les conversations du Liban avec la Syrie reprendront sans doute parce qu'il faut qu'elles reprennent. Même si les chances d'aboutir sur les points les plus sensibles ne devenaient pas plus consistantes, elles reprendraient encore.

C'est le métier du Liban et de la Syrie d'être en conversation intermittente et de discuter de l'orientation de leurs vues et de leur destin. Mais on peut observer que c'est toujours de source syrienne qu'on nous apprend « **que les accords économiques seront signés très prochainement** », **alors que les intentions officielles ne semblent nullement concordantes.**

M. le Président du Conseil de Syrie paraît avoir, à la Chambre syrienne et sur le plan politique, prononcé l'autre jour, au sujet du Liban, des paroles un peu téméraires. Nous disons « paraît avoir prononcé », car officiellement on n'en a rien su. Il faut se contenter pour s'en faire une idée d'indications d'agences et de nouvelles de presse. Comment le Président du Conseil de Syrie peut-il concevoir que nous nous aventurons sur le terrain **économique quand sur le plan politique ses premiers propos nous mettent en état d'alerte ?** La Syrie, embarquée dans un projet d'unité arabe fort vague et même anarchique, oublie qu'avant de tenter d'amener le Liban à ses vues, elle a des revendications plus naturelles et plus légitimes à faire valoir. Et le Liban Dieu merci, se porte bien comme il est.

Quel encouragement peuvent trouver les Libanais à sacrifier leurs intérêts quand ils voient les procédés inamicaux se renouveler, à cette cadence, à Damas. Le précédent chef du Gouvernement syrien n'annonçait-il pas lui aussi « la signature imminente des accords » au moment où, paradoxalement, il manifestait l'intransigeance la plus obstinée ?

On s'est habitué au Liban à ces jeux et il ne sera pas question de les prendre au tragique ; s'il y a de l'intelligence et de la subtilité à Damas, on n'en manque pas de ce côté de l'horizon.

Le Liban est solidement attaché au Pacte de la Ligue arabe. Il ne s'en éloignera pas d'un pas. Sur le plan collectif, le Pacte est la mesure des droits et des devoirs de ses membres ; il met à la base de tout l'indépendance et la souveraineté de chacun. Nous prétendons nous en tenir à cette situation et collaborer autant qu'on voudra dans ces limites.

Ne voit-on pas d'ailleurs que de tous les pays de la Ligue c'est encore le Liban qui respecte le mieux le Pacte ? Devant les brèches que les autres y font, peut-être même poussons-nous trop loin le scrupule.

Nos difficultés avec la Syrie sont de diverses sortes ; on peut les résoudre les unes après les autres ; et nous serons d'accord pour régler d'abord les comptes en suspens.

Quant au reste, on ne trouvera l'issue que lorsque la Syrie voudra mettre en face de ce que nous lui achetons, ce qu'elle nous achète aussi. A la source de la discussion, une position fondamentale doit être mise au clair : tandis que nous vivons parfaitement au Liban dans un climat de liberté, la Syrie peut-elle sérieusement s'entêter dans sa volonté d'autarcie ?

Avec son marché intérieur si étroit, à quoi sert à l'industrie syrienne de produire davantage et de s'hypertrophier si les débouchés extérieurs lui manquent ?

Et comme il faut en revenir à la nature, la Syrie aurait-elle par hasard besoin de fermer ses frontières pour planter du coton ?